

Les médias face à l'ouverture démocratique en Afrique noire : doutes et certitudes

Vincent Sosthène FOU DA

Chercheur

Département de sociologie
Chaire de recherche du Canada
en mondialisation, citoyenneté
et démocratie

Université du Québec
à Montréal

fewondo2000@yahoo.fr

Les recherches africanistes concernant les rapports des médias à la démocratie sont peu nombreuses¹. Ce faible investissement semble provenir de deux causes différentes. La sociologie des médias en est encore à ses balbutiements sur le continent africain tandis que la sociologie politique s'est plus intéressée à l'analyse du discours et, durant ces cinq dernières années, au conflit qui oppose les études dites nativistes² aux études néolibérales ou postmodernistes³. Les rapports entre les médias et la politique en Afrique noire sont pourtant au cœur même de la vie politique du continent, ne serait-ce que parce que les deux réalités en question sont la résultante d'une conception exogène de la mise en rapport des hommes et des femmes les uns avec les autres par les moyens modernes de la communication⁴, et, d'autre part, parce que pour beaucoup d'africanistes, la démocratie telle qu'elle se vit aujourd'hui dans le monde est une curiosité pour l'Afrique noire⁵.

Sur tout un autre plan, de nombreuses questions se posent quant à la place des médias dans le processus d'ouverture de ce vaste continent au jeu de la démocratie. Nés avec la colonisation, les médias dits modernes sont, depuis le partage de l'Afrique entre nations occidentales en 1884 au Congrès de Berlin, au chevet de tout ce qui se déroule en Afrique : colonisation, lutte pour les indépendances, pseudo-autonomie, installation des dictatures post-indépendances et, aujourd'hui, volonté du peuple d'expérimenter une autre forme de

vie politique. Les médias semblent ainsi être intimement liés au devenir du continent noir au point qu'il ne serait pas superflu d'affirmer que les uns se mettant au service des autres, c'est à travers les médias que se forge en Afrique noire le sentiment d'appartenance et de reconnaissance de l'autre, de ses droits et de ses devoirs.

Après avoir servi la cause coloniale et les dictatures post-indépendances, il serait intéressant de se demander où se situent aujourd'hui les médias africains. Ont-ils une nouvelle ligne éditoriale qui réponde au principe d'ouverture réclamée par les populations ? Sont-ils à tout jamais dans un nouvel embrigadement endogène attisant la haine, comme ce fut le cas avec *la radio des Milles Collines* au Rwanda dès 1993 avec les conséquences que l'on connaît⁶ ? Quels sont les nouveaux rapports qu'ils entretiennent avec les anciens partis uniques très souvent encore au pouvoir comme c'est le cas au Cameroun, au Gabon ou en Guinée Équatoriale ? Quels sont les rapports de ces médias avec l'État et les institutions qui l'incarnent ?

Il existe dans les différents pays d'Afrique noire deux types de médias : ceux du pouvoir en place et ceux dits de l'opposition. Les médias du pouvoir sont généralement ceux du service public ; c'est le cas du *Soleil* à Dakar, de *Cameroon Tribune* au Cameroun, pour ne parler que de la presse écrite. Ce constat est le même quand on parle de la radio et de la télévision (*Radio Télévision Gabonaise*, *Cameroon Radio and Television*). Entre ces deux catégories, il n'existe pas souvent d'arbitrage possible. C'est notamment le cas dans des pays comme le Bénin, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale et bien d'autres encore. Dans ces pays, les médias – toutes tendances confondues – s'avèrent bien souvent incapables de s'offrir comme canaux de participation à la vie politique, économique et sociale pour les populations. Celles-ci se retrouvent donc ainsi sans réelle alternative.

Pour ce qui est des médias d'État officiellement de service public, ceux-ci sont un véritable relais des instructions gouvernementales et du parti au pouvoir⁷. Dans une étude réalisée en 1999 et publiée en 2004⁸, il ressort que dans le journal télévisé de la *Radio Télévision Ivoirienne*, 77% des nouvelles sont consacrées aux activités du parti au pouvoir et aux activités gouvernementales. Le quotidien gouvernemental *Cameroon Tribune* étudié sur une année consacre 11 pages sur 32 aux activités du RDPC, parti du Président de la République ou des partis dits de la majorité présidentielle. Dans tous les pays ci-dessus cités, les activités des partis dits de l'opposition ne bénéficient quasiment pas de couverture médiatique de la part des médias publics, si ce n'est pour montrer les dissensions internes desdits partis. En Guinée équatoriale où la famille

Obiang⁹ règne depuis plus de 30 ans, il ne se passe pas un jour sans que la télévision nationale, chaîne unique, annonce la démission de tel ou tel leader de l'opposition pour rejoindre le parti au pouvoir. Ce qui est valable en Guinée équatoriale l'est aussi au Gabon, au Cameroun, au Tchad et dans plusieurs autres pays d'Afrique noire¹⁰.

Dans le même ordre d'idée, il est à constater que la presse dite indépendante ne couvre quasiment pas les activités gouvernementales et du parti au pouvoir dans les pays comme le Cameroun, la RCA, le Gabon, le Tchad ou le Congo¹¹. Pour la plupart de ces quotidiens et autres tri-hebdomadaires, ce sont de véritables « flibustiers » de l'information et du journalisme beaucoup plus orientés vers la calomnie et les règlements de comptes entre personnalités en vue sur la scène nationale. Les mérites des uns sont chantés tandis que la vie privée des autres est étalée au grand jour. La principale conséquence de cette pratique du journalisme est l'inexistence d'une passerelle entre gouvernants et gouvernés. Pire ! On assiste par médias interposés à la disparition d'un espace public car les médias, au-delà de toute autre fonction, se doivent d'être dans ces jeunes États-nations de 40 ans les instances de socialisation de masse les plus importantes. Cette mission paraîtra certainement incongrue aux analystes étrangers à l'Afrique, à savoir que les médias deviennent des organes de préparation des populations à être des membres à part entière de la société et à les rendre capables d'indépendance. Là où l'enseignement en primaire et secondaire a fait défaut, là où l'enseignement à la citoyenneté n'a point vu le jour, il revient aux médias, organe d'écoute, de regard et de lecture de suppléer, de participer à la mise en place des vertus politiques, véritables terreaux de l'émergence des valeurs citoyennes.

À la recherche de la pluralité

Dans tous les pays d'Afrique noire susceptibles de retenir l'attention d'un chercheur en sciences sociales paraît depuis au moins une dizaine d'années¹² des titres dits d'opinion. Dans un pays comme le Cameroun, on compte ainsi depuis 1990 une soixantaine de titres. Une étude qui ne se baserait que sur les statistiques conclurait que ces pays évoluent dans une diversité d'opinion !

Mais la réalité semble plus abrupte que la fiction. Pour rentrer dans un corpus compréhensible par tous, il est en effet souhaitable de classer ces journaux en deux groupes : les uns de droite et les autres de gauche. Les journaux de droite étant la caisse de résonance du parti au pouvoir et ceux de gauche représentant l'opposition. Ce classement fait, il s'avère

ici que pluralité de parution ne rime pas avec diversité d'opinion. Cette situation n'est pas sans lien avec l'état de la démocratie dans ces pays. En effet, en conditionnant l'aide au développement à l'ouverture démocratique, les pays occidentaux et les institutions monétaires internationales tels que le FMI et la Banque mondiale ont obligé les autocrates africains à se lancer dans une « course contre la montre » pour instaurer des institutions démocratiques et libéraliser le secteur de l'audiovisuel, véritable vitrine de la démocratie. Malheureusement, la libéralisation du secteur audiovisuel ne s'est faite que dans sa partie la plus manipulable, la plus inaccessible et la plus contrôlable du champ médiatique, à savoir la presse écrite¹³.

Au Cameroun, les quelques chaînes de télévision existantes ont du mal à être autre chose que des boîtes à images diffusant à longueur de journées des séries brésiliennes à *l'eau de rose* ou de la musique. Tout se passe comme si la seule véritable ambition des dirigeants en place dans ces pays était d'enfermer les populations dans une sorte de prison avec des fenêtres artificielles qui s'ouvrent sur le monde.

Le sociologue sénégalais Momar Coumba Diop, dans une étude consacrée à *La société sénégalaise entre le local et le global*, voit dans les séries brésiliennes, mexicaines, indiennes voire américaines un « nouvel opium » du peuple car, dit-il, « *l'impact psychologique de ces séries télévisées à l'eau de rose est réel, à tel point qu'il a déterminé la mode, la posture et les rêves de toute une génération. L'engouement pour les États-Unis d'Amérique et pour l'Europe des jeunes qui cherchent vaille que vaille à émigrer doit certainement beaucoup à l'étalage, par les séries télévisées, du mode de vie de ces sociétés d'opulence*¹⁴ ».

Le sociologue sénégalais reproche alors à l'État de n'avoir pas « *pu asseoir dans les médias d'État une politique culturelle crédible par une maîtrise de la production télévisuelle nationale* ». En conséquence, l'État se contenterait selon Diop d'abreuver les téléspectateurs de séries à *l'eau de rose*. Une autre raison explique aussi le grand engouement des pouvoirs publics pour ces séries : la peur de favoriser une production locale généralement frondeuse¹⁵ capable de provoquer des rires au dépens des tenants du pouvoir.

Dans un ouvrage que nous avons consacré aux *médias face à la construction de l'État-Nation en Afrique noire*, il ressort que moins de 30% de la population a accès à la presse écrite et moins de 10% de l'électorat dans ces pays peut prendre de la distance par rapport à ce qui est écrit dans la presse dont la ligne éditoriale reste assez floue quand elle n'est tout simplement pas inexistante. La principale conséquence de ce comportement est la sous-information, voire la non-information

et l'enfermement de la population... tout en donnant cependant l'impression du contraire aux bailleurs de fonds.

Le musellement des médias, leur orientation dans tous ces différents pays se vit à travers la radio qui est le médium le plus accessible pour toutes les populations et dont le plus grand avantage est qu'il s'adresse aux populations dans une langue qui leur est accessible, compréhensible parce que locale. La libéralisation et la libération de la radio dans un pays comme le Sénégal a joué un rôle de première importance dans l'alternative démocratique qui a vu l'arrivée du Président¹⁶ au pouvoir.

En effet, la couverture de la campagne électorale et surtout la présence des journalistes dans différents bureaux de vote qui communiquent les résultats de dépouillement à l'ensemble du pays notamment par le canal des stations FM vont prendre une part active dans la transition pacifique du pouvoir entre les présidents Diouf et Wade. Au Cameroun, de nombreuses radios associatives attendent toujours une autorisation d'émettre du ministre de la Communication, et il ne se passe pas un mois sans qu'il y ait une descente de police dans une station radio pour se voir signifier l'interdiction d'émettre. C'est le cas notamment de Radio Freedom à Douala.

Il nous semble, pour résumer la situation des médias en Afrique et leur rôle dans le jeu démocratique sur le continent, qu'il faut employer une métaphore. À la fin des années 1990, des autocrates se sont dirigés « sur la pointe des pieds vers l'étang de la démocratie ». Ce qui a permis de distribuer quelques autorisations de publication tout en muselant les radios.

Seize ans plus tard, une poignée d'entre eux sont arrivés au centre de l'étang, et le monde entier considère que leurs pays sont désormais gouvernés d'une façon transparente avec des médias libres, des responsables familiers de la démocratie. Or, la réalité est toute autre, les médias restent la chasse gardée des institutions politiques et du pouvoir en place. Ils sont manipulés par les hommes de pouvoir qui agissent d'ailleurs à visage découvert.

Le régime de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, certes sans être le pire du continent africain, semble se spécialiser dans le musellement des médias et dans l'enlèvement et la disparition des journalistes trop gênants pour lui¹⁷. Les journalistes qui n'ont pas encore trouvé leur place dans un monde des médias pluriels à cause de l'absence de formation appropriée, des difficultés économiques et de l'insécurité liée au métier *préfèrent ainsi s'obliger* à rester près des rives du pouvoir.

La télévision : un cas particulier

La télévision en Afrique reste un médium à part tant sur le plan économique que sur le plan sociologique. La mise sur pied des infrastructures télévisuelles demande beaucoup d'investissements sur le plan financier. Pour cela, il faudrait donc avoir de grands investisseurs financiers qui, pour le moment, ne se trouvent que du côté des pouvoirs publics. De l'autre côté, la télévision reste un instrument de communication de luxe dans l'ensemble des pays africains, ainsi que nous le montre son mode d'acquisition. Marie-Soleil Frere parle de la télévision comme d'un « *média citadin et élitiste dont la consommation est collective*¹⁸ ». Beaucoup de dirigeants africains ont longtemps hésité à introduire la télévision dans leur pays ; c'est notamment le cas du Sénégal de Léopold Sédar Senghor qui qualifiait alors la télévision d'instrument à « *singer les blancs* ». Le Cameroun d'Ahmadou Ahidjo n'était pas en reste. D'autres pays cependant comme la Côte d'Ivoire et le Niger ont tôt fait de la télévision une solution aux problèmes de sous-développement. Pour ces deux pays, la meilleure manière de combattre le sous-développement était d'utiliser de nouveaux supports de communication capables « *de drainer des informations vers les populations concernées par les projets de développement*¹⁹ ». Si cette initiative a eu le mérite d'ouvrir le continent noir à la télévision, les résultats ne furent pas à la hauteur des espérances. La télévision est restée campée dans les deux capitales alors que les populations à 80% rurales et détenant 83% de l'économie nationale étaient privées des images.

Cette tendance n'a pas beaucoup évolué. Même si aujourd'hui, presque l'ensemble des pays africains bénéficient d'une couverture télévisuelle, il n'en demeure pas moins vrai que très peu d'Africains ont accès aux images. Les modes d'acquisition du petit écran ont aussi évolué car si hier l'État achetait les postes et les mettait au service de la population à travers « *les cases d'écoute* » comme ce fut le cas au Gabon, en RCA ou au Congo Brazzaville (qui fut le premier pays en Afrique centrale à avoir la télévision), aujourd'hui le mode d'acquisition du petit écran est individuel. Nous devons cependant reconnaître que le parc télévisuel de l'Afrique reste le plus faible du monde avec moins de 3% en 2004. Cet instrument reste dans 90% de pays sous le contrôle de l'État qui s'est vite rendu compte que les populations font de la télévision un usage collectif. En demeurant un médium de groupe, la télévision devient non plus seulement un simple vecteur de diffusion des nouvelles et de diffusion des séries noires-brésilliennes, mais elle vient se greffer sur les cultures de type oral. Hier boîte magique à

emprisonner les « *images des hommes* » dans « *la petite boîte* », la télévision est aujourd’hui l’instrument de la monstration du pouvoir politique tel qu’il se vit dans la cité et ceci est favorisé par le développement des satellites qui violent le monopole des chaînes publiques qui se confondent désormais aux chaînes de l’État. C’est l’une des raisons pour lesquelles les gouvernements africains éprouvent de réelles difficultés à libéraliser ce secteur clef de l’information et de la communication.

Quelques certitudes toutefois...

L’arrivée d’Internet dans l’univers des médias en Afrique subsaharienne trouble l’esprit des spécialistes de la censure, ainsi qu’on a pu le constater au Cameroun lors de la folle rumeur sur le décès du chef de l’État Paul Biya au début du mois de juin 2004. En 72 heures, les autorités gouvernementales se sont avérées incapables non seulement de rassurer les populations, mais encore de faire taire la rumeur. Le Sénégal et le Bénin sont aujourd’hui en tête des pays du continent qui tentent de faire jouer pleinement aux médias le rôle qui est le leur ; rôle d’information et de formation, rôle de socialisation et de construction d’un « nous-national ». C’est ce qui fait dire à Ignacio Ramonet que « *c’est de la qualité de l’information que dépend la qualité de la démocratie. Quand la première se dégrade, la seconde ne tarde guère, elle-même, à s’abîmer*²⁰ ». Que chacun de ces pays travaille cependant avec ses spécificités, mais il n’est pas superflu de penser qu’à travers Internet ouvert aujourd’hui à 40% de la jeunesse de plusieurs de ces pays, un travail est fait et que celui-ci échappe au contrôle des spécialistes de la censure. Les auditeurs des différentes radios sont aussi de plus en plus attentifs au discours que livrent les médias et n’hésitent plus à intervenir, notamment via le Net. Au Sénégal où depuis 2000, 95% des radios FM s’écoulent via le Net²¹, il souffle un autre rythme à l’information. Un quotidien comme *Walfadjiri l’Aurore* qui paraît à Dakar au Sénégal est à la fois lu et écouté.

Les lecteurs de la presse ne sont pas en reste, ils deviennent jour après jour les avocats de la presse libre auprès de l’opinion publique dont ils sont à la fois les acteurs passifs et actifs. Cette interaction entre auditeurs radio et lecteurs de la presse a provoqué, comme on a pu le vivre au Sénégal au début du mois de juillet 2004, un vaste mouvement populaire qui a obligé le gouvernement du président Wade à libérer Madiambal Diagne, directeur du *Quotidien*, journal dakarois, enfermé « *pour délit d’opinion, recel de documents administratifs, diffusion de fausses nouvelles et menace à l’ordre public.* » La marche du 17 juillet 2004 à travers

les rues de Dakar a pris date dans le continent. Il a été dénombré quelque 10 000 manifestants, selon les organisateurs, une société « intellectuelle » marchant aux côtés des leaders de différents syndicats et autres associations d'étudiants, la vie économique étant paralysée dans les différents chefs lieux de régions et les femmes ménagères dessinant une nouvelle société civile. Dans d'autres pays comme le Cameroun, le journalisme d'investigation fait son bonhomme de chemin ainsi qu'on a pu le voir avec la publication par un journal de la place (*L'anecdote* n°254 du 26 janvier 2006) de la « liste des homosexuels », non pas parce que ces gens sont homosexuels mais en tant que l'homosexualité est devenue dans certains pays d'Afrique noire un attribut *magico-sorcier* de promotion sociale par la soumission et l'asservissement de l'autre²². Voilà enfin des mouvements internes qui prennent racine dans le continent pour abattre les fenêtres artificielles qui, jusque-là, faisaient croire aux institutions internationales que plus d'un tiers des 48 pays de l'Afrique subsaharienne remplissent les critères de démocratie en ce qui concerne les libertés des médias et de leurs professionnels ■

Notes

1. Frere Marie-Soleil (2000), *Presse et démocratie en Afrique francophone : les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris, Karthala. Voir aussi Institut Panos Paris, (éd.), *Afrique centrale : Des médias pour la démocratie*, Paris, Panos/Karthala, 2000.
2. Mahmood Mamdani et Paul Tiyambe Zeleza, dont les recherches pour le plus virulent de leur pourvendeur, Achille Mbembe, « glorifient la différence et la diversité et qui luttent pour la sauvegarde de coutumes et d'identités considérées comme menacées. Dans la logique nativiste, les identités et les luttes politiques se déclinent sur la base d'une distinction entre "ceux qui sont d'ici" (les autochtones) et "ceux qui sont venus d'ailleurs" (les allogènes) », dans « La circulation des mondes », *Courrier de la planète* (courrierdelaplanete.org/79/article3.php).
3. Archille Mbembé, Steven Robins et Anthony Kwame Appiah (qui semblent représenter aujourd'hui ce que j'appelle l'école sud-africaine de sciences sociales) sont accusés par Zeleza de poursuivre un agenda intellectuel « cosmopolite » et néo-libéral comparable au processus de libéralisation économique dans sa volonté d'ouverture aux marchés occidentaux des idées. Pour conclure, Zeleza compare le « cosmopolitisme moderne » de Mbembé (le chef de fil « de la trinité naissante ») à une plate-forme intellectuelle occidentale qui fait peu de cas des conditions néo-coloniales de domination conditionnant aussi bien les réalités économiques africaines contemporaines, que la production du savoir sur le continent (*Bulletin du Codesria*, n°1&2, 2004, p. 21).
4. FOU DA Vincent Sosthène (2003), *Les médias face à la Construction de l'État-Nation en Afrique noire : un défi quotidien au Cameroun*, Paris, L'Harmattan.
5. L'Afrique est aux prises avec un problème de définition et d'appropriation de la démocratie. Si pour les uns, la démocratie est un pouvoir émanant du peuple souverain, encore faudrait-il que le peuple soit instruit de ses possibilités d'expression.

Pour d'autres, la démocratie est avant tout un processus, un état et un résultat, tout ceci sous la coordination d'une administration et des institutions dont les canaux de lecture sont accessibles à tous.

6. De nombreuses études et autres témoignages montrent que dès 1993, les émissions « incendiaires » de la Radio-Télévision libre des Mille Collines (RTL) ont considérablement influencé le peuple rwandais. En fait, créée en juillet 1993, la RTL, seule radio libre précédant le génocide, a permis aux extrémistes hutus de propager leurs appels à la haine tribale. Renaud de la Brosse (dans *Les médias de la haine*) évoque les « mercenaires de la plume » en parlant de ces médias qui sèment la haine entre les communautés. Lire aussi le rapport de René Degni-Ségui, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur le Rwanda.
7. Dans l'édition du 4 février 2008 du quotidien *Mutation*, Albert Biombi fait le compte rendu d'une réunion tenue par le ministre de la Communication du Cameroun Jean-Pierre Biyidi Bi Essam avec les principaux responsables des médias d'État (de service public) afin que ces derniers puissent mettre sur pied des programmes et occuper l'espace médiatique afin de soutenir le gouvernement et le président de la République lors de la session ordinaire de l'Assemblée Nationale devant enregistrer le projet de loi visant à modifier l'article 6 de la loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 qui limite le nombre de mandats à deux septennats. Le nouveau projet de loi vise donc à permettre au chef de l'État de briguer un énième mandat, mais surtout à établir une non-limitation des mandats à la tête de l'État. Voir « Communication : les médias d'État entrent en campagne », *Mutation* du 4 février 2008, n°2086.
8. FOUEDA Vincent Sosthène (2004), *Les médias face à la construction de l'État-Nation en Afrique noire : un défi quotidien pour le Cameroun, tome 1*, Paris, L'Harmattan, 2004.
9. Le dernier gouvernement équato-guinéen du 16 août 2006 compte pas moins de 7 membres de la famille du Président de la République sur les 28 que compte le pays.
10. Lire dans *Cameroon Tribune* du 08-02-07 : « Des militants de l'opposition rejoignent le RDPC » sous la plume de Liliane Bobe, ou encore dans l'édition du 11-0406 : « Lebialem : plus de 350 militants du SDF rejoignent le RDPC ».
11. Lire à cet effet : « Couverture électorale : Bongo monopolise les médias publics », *Le Figaro* du 28-10-05.
12. Dans les années 1990, la démocratie a été posée (par l'ensemble des agences de coopération soutenues par les États comme la France et la Grande-Bretagne) comme une condition d'attribution d'aide au développement économique dans les pays en voie de développement.
13. Dans une étude réalisée par le CEAN (Centre d'études d'Afrique noire) de l'IEP-Université Montesquieu-Bordeaux IV relative à l'état des institutions au Burkina Faso, il ressort que bien que les médias soient florissants au Burkina depuis l'adoption du code de l'information en 1992 et révisé en 1993, ils connaissent cependant de nombreuses difficultés financières et matérielles. Lesquelles les exposent à la dépendance vis-à-vis du pouvoir politique et des puissances d'argent, ou à une disparition pure et simple.
14. DIOP Momar Coumba (2003), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, p. 482.
15. *Ibidem*.

16. De nombreuses radios (associatives pour la plupart) avaient envoyé des correspondants dans les bureaux de vote, ce qui a permis que le dépouillement et les résultats soient connus du plus grand nombre en très peu de temps. Certaines radios ont organisé des duplex avec les radios associatives afro-caribéennes installées à Lille, Paris et Lyon.
17. Le journaliste franco-canadien Guy André Kieffer, spécialisé dans les matières premières, notamment le cacao dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial, a disparu le 14 avril 2004. Depuis cette date, on n'a plus eu de nouvelles de lui. De nombreux soupçons pèsent sur l'épouse du président Laurent Gbagbo, et une instruction judiciaire est ouverte en France pour enlèvement et séquestration contre les proches du régime en place à Abidjan.
18. FRÈRE Marie-Soleil (2001), « Dix ans de pluralisme en Afrique francophone : quel bilan ? » *Les Cahiers du journalisme*, n°9, p. 28-59.
19. BA Aminata (1999), introduction à l'ouvrage d'Abdoul Ba, *Les téléspectateurs africains à l'heure des satellites : de la case d'écoute à la parabole*, Paris, L'Harmattan, p.7.
20. RAMONET Ignacio (1996), « Pour une information libre », *Le Monde Diplomatique*.
21. NDIAGA Sylla Abdoulaye (1997), « Médias et démocratie au Sénégal. État des lieux », dans Nouri Lajmi (dir.) *Les médias africains face aux défis de la transition démocratique*, Québec, Trait d'Union Culturel, p.65.
22. Lire à cet effet notre article « Un sociologue en homosexualité », *Africecho*, lundi 13 février 2006.

Références bibliographiques

- BA Abdoul (1999), *Les téléspectateurs africains à l'heure des satellites : de la case d'écoute à la parabole*, Paris, L'Harmattan.
- BROSSE (de la) Renaud (dir.) mars (1995), *Les médias de la haine*, La Découverte, Reporters sans Frontières, Paris.
- DIOP Momar Coumba (2003), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala.
- FOUDA Vincent Sosthène (2004), *Les médias face à la construction de l'État-Nation en Afrique noire : un défi quotidien pour le Cameroun, tome 1*, Paris, L'Harmattan.
- FRERE Marie-Soleil (2000), *Presse et démocratie en Afrique francophone : les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris, Karthala.
- FRERE Marie-Soleil (2001), « Dix ans de pluralisme en Afrique francophone. Quel bilan ? », *Les Cahiers du journalisme*, n°9, p. 28-59.
- Institut Panas Paris (éd.) (2000), *Afrique centrale : Des médias pour la démocratie*, Paris, Panas/Karthala.
- NDIAGA Sylla Abdoulaye (1997), « Médias et démocratie au Sénégal. État des lieux », dans Nouri Lajmi (dir.) *Les médias africains face aux défis de la transition démocratique*, Québec, Trait d'Union Culturel.